



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité - Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM 2020-22 - Séance du 25 mai 2020**

#### ACTES

#### 5. Institutions et vie politique

#### 5.1 Election exécutif

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	19	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le vingt-cinq mai à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session extraordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 19 mai 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 19 mai 2020.

Étaient présents Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux :

MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, CARBONELL David, AMALVY Marie-Thérèse, VIDAL Bernard, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DURIX Olivier, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, FAURE Martin.

Pouvoirs de : LUDGER Julie pouvoir à MAZOLLIER Elisabeth, GAUBERT Christiane pouvoir à GAUTIER Sandrine, TEXIER Marie-France pouvoir à MARTY Philippe, DEVESA Josiane pouvoir à PAHLAWAN Carole, DURA Virginie pouvoir à AMALVY Marie-Thérèse, CORDEAU Damien pouvoir à DUCAMP Ludovic, VITOU Claire pouvoir à RODENAS François, DOLL Christophe pouvoir à KASZUBA Christophe, CHENOT Emilie pouvoir à VANGREVELYNGHE Patricia, BAUDOUR Michel pouvoir à Séverine MONIN.

**Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP**

## **N° DLM 2020-22 – ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)**

Monsieur le maire rapporte qu'en vue de la désignation des membres du conseil d'administration du CCAS, l'article R. 123-8 du CASF fixe le mode de scrutin des représentants élus.

Les membres élus en son sein par le conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.

Il a été proposé de procéder à l'élection des délégués du conseil municipal au conseil d'administration du CCAS, étant précisé que :

- Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidat même incomplète. Dans cette hypothèse, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges à pourvoir qui reviennent à celle-ci, le ou les sièges non-pourvus le sont par les autres listes. Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats (article R.123-15 du CASF).
- Ne peuvent siéger au conseil d'administration les personnes qui sont fournisseur de biens ou de services au CCAS (article R.123-15 du CASF).

Au nom de la liste « **Baillargues naturellement** » Monsieur le maire présente la liste suivante, parmi les membres du conseil municipal :

- 1. Marie-Thérèse AMALVY**
- 2. Bernard VIDAL**
- 3. Christiane GAUBERT**
- 4. Marie-France TEXIER**
- 5. Josiane DEVESA**
- 6. Michel BAUDOUR**

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : **29**

Bulletins blancs ou nuls : **1**

Suffrages exprimés : **28**

Majorité absolue : **15**

Ont obtenu :

Liste « Baillargues naturellement » : 28 voix soit 6 sièges.

Les membres du Conseil Municipal au Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale sont :

- **Marie-Thérèse AMALVY**
- **Bernard VIDAL**
- **Christiane GAUBERT**
- **Marie-France TEXIER**
- **Josiane DEVESA**
- **Michel BAUDOUR**

Pour extrait conforme,  
Le 26 mai 2020,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Envoyé en préfecture le 02/06/2020

Reçu en préfecture le 02/06/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 034-213400229-20200526-DLM2020\_22-DE

